

## **RAPPORT DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE**

### **AVANT REALISATION DE TRAVAUX DANS UN IMMEUBLE BÂTI**

Selon l'art. L. 4531-1 du code du travail et de l'art. R. 4412-97 du Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante et la norme NF X 46-020 d'août 2017

**N° DOSSIER 20220722-1101-MB**

**Bâtiment A**

Ce rapport rédigé le **22/07/2022** en **1 original** comprend **12 pages** et **17 pages en annexe**  
**Il ne peut être reproduit ou utilisé que dans son intégralité.**



Le propriétaire, dès sa demande de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante, autorise de fait l'émission du présent rapport.

**Dans le cadre de la mission objet du présent rapport,  
Il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante**

**Les conclusions sont en page 03**

## SOMMAIRE

1	CONCLUSION DU RAPPORT.....	3
2	PRECONISATIONS D'ORDRE GENERAL .....	3
3	DESIGNATION DE L'IMMEUBLE.....	4
4	LOCAUX OU PARTIES DE LOCAUX, ELEMENTS OU PARTIES D'ELEMENTS NON-VISITES.....	4
5	OBJET DE LA MISSION .....	4
6	DESIGNATION DU TECHNICIEN .....	4
7	DESIGNATIONS DU LABORATOIRE AYANT EFFECTUE LES ANALYSES .....	4
8	DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE .....	4
9	DESIGNATION DE L'ACCOMPAGNATEUR.....	5
10	OBLIGATIONS.....	5
11	DOCUMENTS ANTERIEURS .....	6
12	METHODOLOGIE DU DIAGNOSTIC.....	6
12.1	Conditions de travail.....	6
12.2	Méthodologie du diagnostic.....	6
13	RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE .....	7
13.1	DEFINITION DES ZONES PRESENTANT DES SIMILITUDES D'OUVRAGE (ZPSO).....	7
13.2	SYNTHESE DU REPERAGE .....	8
13.3	ESTIMATION DE LA QUANTITE DE MPCA.....	10
14	TRAITEMENT DE L'AMIANTE .....	11
14.1	SECURITE .....	11
14.2	ELIMINATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE.....	11
15	ANNEXES .....	12
15.1	CROQUIS .....	13
15.2	PHOTOS.....	15
15.3	ATTESTATIONS D'ASSURANCE ET CERTIFICATION .....	16
15.4	RAPPORTS D'ANALYSES .....	21
15.5	RECOMMANDATIONS GENERALES DE SECURITE.....	24
15.6	OBLIGATIONS ISSUES DU REPERAGE .....	28

## 1 CONCLUSION DU RAPPORT

### 1. Il a été repéré de produit et matériau contenant de l'amiante : Après analyses.

- L'enduit peinture du mur béton dans les locaux des femmes de ménages contient de l'amiante ;
- L'enduit peinture du mur béton où se situe la porte « Issue de secours » contient de l'amiante ;
- L'enduit peinture du mur béton extérieur du SAS d'entrée au bâtiment contient de l'amiante ;

### 2. Il n'a pas été repéré de produit et matériau contenant de l'amiante : Après analyses.

- L'enduit peinture et les bandes à placoplâtre des cloisons des locaux des femmes de ménage ne contiennent pas d'amiante ;
- L'isolant sous le bardage extérieur du bâtiment A ne contient pas d'amiante ;
- La peinture du bâti de porte et de la porte « Issue de secours » ne contient pas d'amiante ;
- L'enrobé routier sur le parking et les places de parking ne contient pas d'amiante ;

## 2 PRECONISATIONS D'ORDRE GENERAL

De manière générale, les matériaux en contact direct avec des matériaux amiantés sont considérés comme amiantés par pollution.

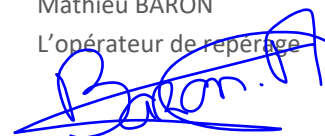
Tout autre matériau découvert pendant les opérations qui serait susceptible de contenir de l'amiante devra faire l'objet d'un complément de diagnostic par la société AN DIAG. Cette dernière reste à la disposition de la maîtrise d'ouvrage pour intervenir en urgence pour lever les doutes existants.

Repérage effectué le : 13/07/2022  
Rapport rédigé en nos bureaux le : 22/07/2022  
Rapport mis à jour le :

**A.N. DIAG**  
Diagnostic Immobilier Prélèvements Amiante  
50 rue Colette  
76800 SAINT ETIENNE DU ROUVRAY  
Tél. : 02 35 69 26 94  
Fax : 02 72 22 13 60  
Mail : [an.diag@yahoo.fr](mailto:an.diag@yahoo.fr)  
Siret : 508 983 491 Code NAF 7120B

### Signature

Mathieu BARON  
L'opérateur de repérage



### 3 DESIGNATION DE L'IMMEUBLE

**Bâtiment :** DGA – TH – Bâtiment A  
**Fonction :**  
**Adresse :** 1, chaussée du Vexin  
27100 Val de Reuil  
**Date du permis de construire :** Non communiqué

### 4 LOCAUX OU PARTIES DE LOCAUX, ELEMENTS OU PARTIES D'ELEMENTS NON-VISITES

L'ensemble des locaux a été visité.

### 5 OBJET DE LA MISSION

Le but de la mission est le repérage des matériaux et produit impacté par les travaux.

Le programme de travaux est le suivant :

- Création de locaux ;

### 6 DESIGNATION DU TECHNICIEN

**Société :** A.N. Diag  
**Nom du technicien :** BARON Mathieu  
**Adresse :** 50, rue colette - 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray  
**Police d'assurance :** Assurance MMA, n°115 310 796  
**N° certification amiante :** CPDI 2379 v2 délivrée par I. CERT

### 7 DESIGNATIONS DU LABORATOIRE AYANT EFFECTUE LES ANALYSES

**Laboratoire d'analyses accrédité :** AN Diag  
50, rue colette  
76800 Saint-Etienne-du-Rouvray

### 8 DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE

**Nom :** USID d'Evreux  
**Adresse :** Base Aérienne 105 d'Evreux Fauville  
Route de Paris  
27037 Evreux Cedex  
**Représentant :** Mr SAKHO

## 9 DESIGNATION DE L'ACCOMPAGNATEUR

Entreprise : USID

Nom : Mr SAKHO

## 10 OBLIGATIONS

**Rappels de la Norme NF X 46-020 d'Aout 2017 (extrait)**

### Le donneur d'ordre est tenu :

- Contractuellement, de désigner auprès de l'opérateur de repérage un accompagnateur, qui doit avoir une connaissance des lieux inspectés et des éventuelles procédures particulières à mettre en œuvre dans certains locaux.
- De vérifier la cohérence entre le programme de travaux y compris de démolition, le périmètre et le programme de repérage proposés par l'opérateur de repérage, et transmet ses éventuelles observations ;
- De fournir les moyens nécessaires à mettre en œuvre pour accéder à certains matériaux (escabeau, échelle, échafaudage, plate-forme élévatrice de personnes, etc.), et d'en définir les conditions d'utilisation ;
- En fonction de la mission, de procéder aux démontages nécessitant des outillages et/ou aux investigations approfondies destructives demandés par l'opérateur de repérage ;
- Dans le cas où il modifie le programme de travaux, d'informer l'opérateur de repérage et d'adapter sa mission.
- De fournir les documents (plans, croquis, repérage antérieurs) utiles au repérage.

### Obligations de l'opérateur de repérage

- Analyser les documents fournis par le donneur d'ordre afin de définir son intervention ;
- Veiller à la cohérence de l'ensemble des recherches et au récolement des résultats, lorsque sa mission consiste à compléter ou actualiser les repérages précédemment réalisés ;
- Examiner les rapports de mission de repérage existants et déterminer les éventuelles actions nécessaires : recherche d'informations complémentaires, réalisation des documents manquants en fonction des exigences définies dans les textes réglementaires ou dans le présent document ;
- Effectuer une reconnaissance préalable de l'immeuble bâti (différents locaux, volumes) afin de discerner les zones présentant des caractéristiques similaires, à partir des documents existants communiqués par le donneur d'ordre avant l'intervention.
- Organiser un cheminement logique permettant la visite systématique de toutes les parties de l'immeuble bâti faisant partie du périmètre de repérage.
- Vérifier que les moyens prévus permettent l'accès à tous les locaux et matériaux à repérer

## 11 DOCUMENTS ANTERIEURS

Documents	Disponible	Observations
Dossier Technique Amiante	NON	SANS OBJET
Rapport de repérage antérieur	NON	SANS OBJET
Plan du site	NON	SANS OBJET
Plan des locaux	OUI	SANS OBJET

## 12 METHODOLOGIE DU DIAGNOSTIC

### 12.1 Conditions de travail

La maîtrise d'ouvrage, commanditaire de l'opération, a mis tout en œuvre (moyens humains et matériels), conformément à la norme en vigueur, pour permettre à la société AN DIAG d'effectuer les sondages dans de bonnes conditions et de pouvoir ainsi apporter en conclusion de son étude des résultats fiables.

### 12.2 Méthodologie du diagnostic

Conformément à la réglementation, le diagnostic a porté sur la recherche des matériaux et produits susceptible de contenir de l'amiante directement ou indirectement impactés par les travaux.

## 13 RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE

### 13.1 DEFINITION DES ZONES PRESENTANT DES SIMILITUDES D'OUVRAGE (ZPSO)

ZPSO n°	Caractère de la ZPSO	Ouvrage de référence	Observation	Locaux
1	Discontinue	Enduit peinture	Mur béton	(Voir croquis)
2	Discontinue	Isolant		Bardage rouge extérieur
3	Continue	Enduit peinture	+ bande à placoplâtre	Cloisons des locaux femmes de ménage
4	Continue	Enrobé routier	-	Tout le parking et les places de parking

## 13.2 SYNTHÈSE DU REPERAGE

La localisation des prélèvements est indiquée dans le tableau et repérée précisément sur les plans annexés à ce rapport.

Légende du tableau de repérage :

**NOIR** : absence d'amiante

**ROUGE** : présence d'amiante

### Prélèvements du 13/12/2021

N° du Prélèv.	Niveau	Pièce / Local	Date de prélèv.	Sol	Mur	Plafond	Autres	Matériaux	Observations	Zone Homogènes	Critères de conclusion	Résultat
<b>MBA - 3924</b>	<b>RDC</b>	<b>Bat A - Local ménage</b>	<b>13/07/2022</b>		<b>X</b>			<b>Enduit Peinture</b>	<b>Mur béton</b>	<b>1</b>	<b>RA</b>	<b>Présence d'amiante</b>
<b>MBA - 3925</b>	<b>RDC</b>	<b>Bat A - Circulation</b>	<b>13/07/2022</b>		<b>X</b>			<b>Enduit Peinture</b>	<b>Mur béton</b>	<b>1</b>	<b>RA</b>	<b>Présence d'amiante</b>
MBA - 3926	RDC	Bat A - Local ménage	13/07/2022		X			Enduit Peinture	+ bande à placo plâtre	3	RA	Amiante non détecté
MBA - 3927	Extérieur	Bat A	13/07/2022		X			Isolant	Derrière bardage	2	RA	Amiante non détecté
MBA - 3928	RDC	Bat A - Porte issue de secours	13/07/2022		X			Peinture	-	-	RA	Amiante non détecté
<b>MBA - 3929</b>	<b>Extérieur</b>	<b>Bat A - SAS</b>	<b>13/07/2022</b>		<b>X</b>			<b>Enduit Peinture</b>	<b>Mur béton</b>	<b>1</b>	<b>RA</b>	<b>Présence d'amiante</b>
MBA - 3930	Extérieur	Place du parking	13/07/2022					Enrobé routier	-	4	RA	Amiante non détecté

Diagnostics Amiante : Avant-Vente (DAAV), Avant Travaux (DAAT), Avant Démolition (DAAD), Dossier Technique Amiante (DTA),

Contrôle Visuel, Evaluation de l'état de conservation des MPCA

S.A.R.L. au capital de 150000 €, n° SIRET 508 983 491, Code APE 7120B

Fiche : Diagnostic – FC-DIAG-A-03-01v1 – Date d'application : 01/08/2017



N° du Prélèv.	Niveau	Pièce / Local	Date de prélèv.	Sol	Mur	Plafond	Autres	Matériaux	Observations	Zone Homogènes	Critères de conclusion	Résultat
MBA - 3931	Extérieur	Parking	13/07/2022	X				Enrobé routier	-	4	RA	Amiante non détecté

#### Matériaux liste B

EP = évaluation périodique ;

AC1 = action corrective de premier niveau ;

AC2 = action corrective de second niveau.

#### Matériaux liste A

Score 1 = évaluation périodique

Score 2 = surveillance du niveau d'empoussièrement

Score 3 = réalisation des travaux de retrait ou de confinement

#### Critères de conclusion

MM : Marquage du Matériau

DC : Document Consulté (factures, fiche technique, ...)

RA : Résultat Analyse

NA : Nature du matériau ou produit

### 13.3 ESTIMATION DE LA QUANTITE DE MPCA

Niveau	Pièce / Local	Matériaux	Observations	Quantité de MPCA
Niveau 0	Circulation / locaux femmes de ménage	Enduit peinture	Mur béton	40 m <sup>2</sup>
Niveau 0	SAS Extérieur	Enduit peinture	Mur béton	10 m <sup>2</sup>
			<b>Total</b>	<b>50 m<sup>2</sup>-</b>

L'estimation des quantités ne concerne que les matériaux ou produits contenant de l'amiante présents dans le périmètre des travaux.

## 14 TRAITEMENT DE L'AMIANTE

### 14.1 SECURITE

Les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent mettre en cause l'intégrité des matériaux et peuvent conduire à des expositions dangereuses si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Les recommandations générales de sécurité (jointes en annexe du rapport) sont rappelées dans l'Arrêté du 21 décembre 2012 *relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante »*

Les consignes générales de sécurité sont annexées au rapport sur 4 pages.

### 14.2 ELIMINATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des Installations de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une Installation de Stockage pour Déchets Dangereux (ISDD) ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une Installation de Stockage pour Déchets Dangereux (ISDD) ou être vitrifiés

Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches, puis stockés dans de grands récipients pour vrac (GRV) ou sur palettes filmées (pour les tôles fibres-ciment par exemple).

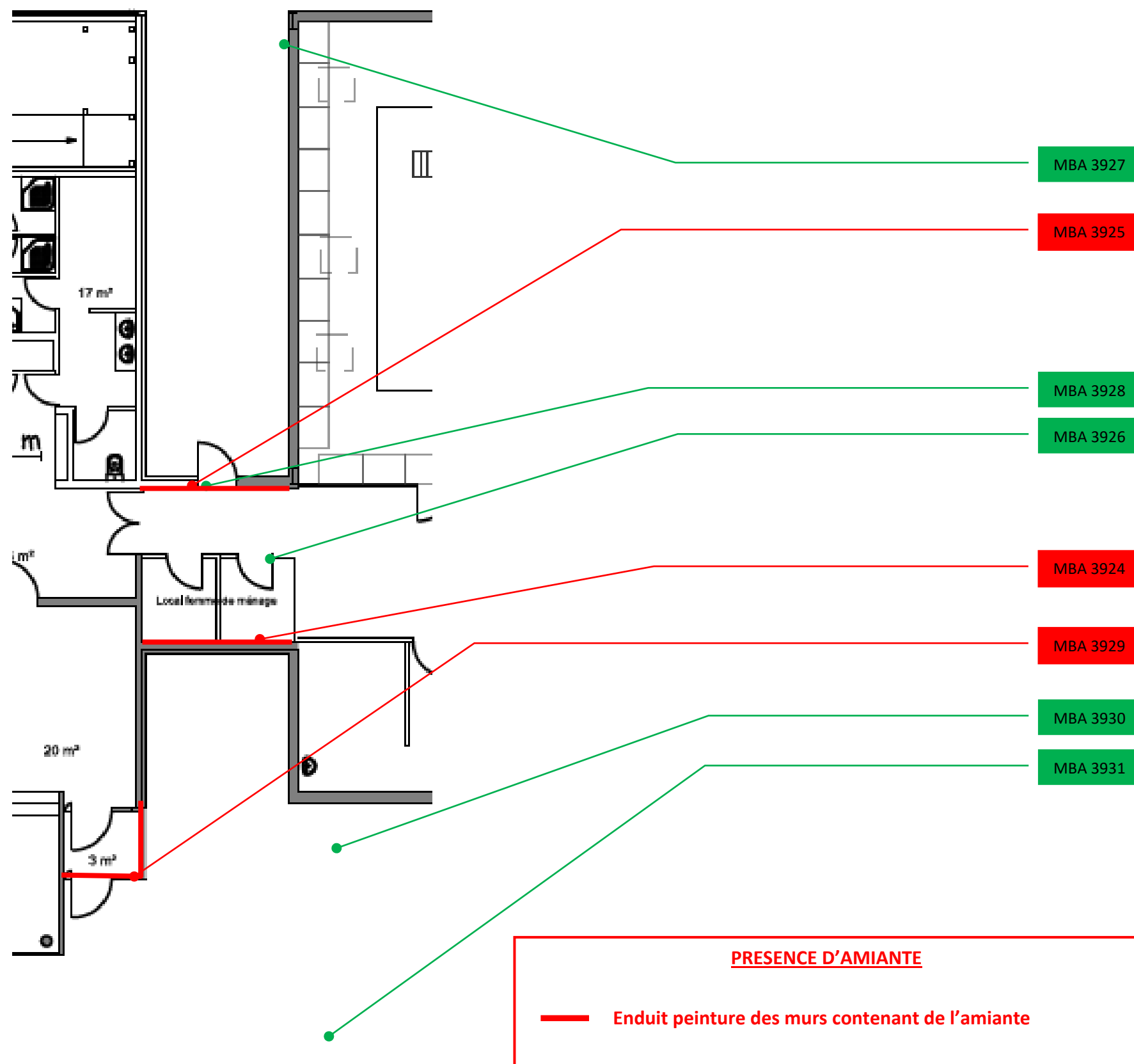
Les consignes sont rappelées dans l'annexe 1 de l'Arrêté du 21 décembre 2012 *relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante »* et dans l'Arrêté du 12 mars 2012 *relatif au stockage des déchets d'amiante*.

## 15 ANNEXES

15.1	Croquis.....	13
15.2	Photos.....	15
15.3	Attestations d'assurance et Certification .....	16
15.4	Rapports d'analyses.....	21
15.5	Recommandations générales de Sécurité .....	24
15.6	Obligations issues du repérage.....	28

## 15.1 CROQUIS

Niveau 0



## 15.2 PHOTOS

Néant

### **15.3 ATTESTATIONS D'ASSURANCE ET CERTIFICATION**





## Certificat de compétences Diagnostic Immobilier

N° CPDI2379 Version 002

Je soussigné, Philippe TROYAUX, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

**Monsieur BARON Mathieu**

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert dénommé CPE DI DR 01, dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

<b>Amiante avec mention</b>	<b>Amiante Avec Mention**</b>
	<b>Date d'effet : 04/07/2017 - Date d'expiration : 03/07/2022</b>
<b>Amiante sans mention</b>	<b>Amiante Sans Mention*</b>
	<b>Date d'effet : 04/07/2017 - Date d'expiration : 03/07/2022</b>

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.  
Edité à Saint-Grégoire, le 04/07/2017.



\* Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans les bâtiments autres que ceux relevant de la mention.

\*\* Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans des immeubles de grande hauteur, dans des établissements recevant du public répondant aux catégories 1 à 4, dans des immeubles de travail hébergeant plus de 300 personnes ou dans des bâtiments industriels. Missions de repérage des matériaux et produits de la liste C. Les examens visant à l'issue des travaux de retrait ou de confinement.

Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'insalubrité par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.

**I.Cert**  
Institut de Certification  
Certification de personnes  
Diagnostic Immobilier  
Portée disponible sur [www.icert.fr](http://www.icert.fr)

Parc FDOVIA - Bâtiment G - Rue de la Terre Victoria - 76760 Saint-Grégoire



CPE DI FR 11 rev13



**ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE  
PROFESSIONNELLE DE L'EXPERT REALISANT DES  
EXPERTISES ET DIAGNOSTICS IMMOBILIERS**

L'Assureur, **MMA IARD Assurances Mutuelles / MMA IARD** atteste que :

SARL AN DIAG  
50 rue Colette  
76800 SAINT ETIENNE DU ROUVRAY  
Siret n°508983491 00038

est titulaire d'un contrat n° 115 310 795

garantissant sa Responsabilité Civile Professionnelle d'Expert immobilier dans le cadre des missions de diagnostic et expertise désignées dans le tableau ci dessous :

La garantie du contrat porte exclusivement :

- sur les diagnostics et expertises immobiliers désignés dans le tableau ci-dessous;
- et à condition qu'ils et elles soient réalisés par des personnes possédant toutes les certifications correspondantes exigées par la réglementation.

**NATURE DES DIAGNOSTICS ET EXPERTISES ASSURES PAR LE CONTRAT**

- Constat de Risque d'Exposition au Plomb (CREP)
- Etat mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante
- Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment
- Etat de l'installation intérieure de gaz naturel
- Etat des risques naturels et technologiques
- Diagnostic de performance énergétique
- Etat de l'installation intérieure d'électricité
- Mesurage « Loi Carrez »
- Etat relatif à la présence d'insectes xylophages (autres que termites) et parasites dans le bâtiment
- DRIPP contrôle plomb après travaux
- diagnostic amiante avant travaux - avant démolition
- Diagnostic plomb avant travaux - avant démolition
- Contrôle visuel de l'amiante après désamiantage

MMA IARD Assurances Mutuelles d'assurance mutuelle à cotisations fixes. RCS Le Mans 775 852 128  
MMA IARD Société anonyme au capital de 237 653 366 euros. RCS Le Mans 440 040 862  
Sièges sociaux : 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon - 72000 Le Mans cedex 9  
Entreprises régies par le code des assurances.



## MONTANT DES GARANTIES ET DE FRANCHISES

Les garanties sont définies par les Conventions spéciales N° 289.

Les garanties souscrites avec leur montant et leur franchise sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

Désignation des garanties	Montant des garanties		Montant des franchises par sinistre
	Par sinistre	Pour l'ensemble des sinistres d'une même année d'assurance	
	€	€	€
<b>1) Responsabilité civile professionnelle</b> (Titre I-A des CS)	2 500 000	2 500 000	3 050 (1)
<b>2) Responsabilité civile exploitation</b> (Titre I-B des CS)			
- Dommages corporels et immatériels consécutifs	5 000 000 (2)		NEANT
● SAUF « R.C. du fait de l'utilisation ou du déplacement d'un véhicule à moteur » (art. 8)	ILLIMITE		NEANT
● limités en cas de faute inexcusable à	3 500 000	3 500 000	
- Dommages matériels et immatériels consécutifs :			
● vol par préposé (article 10)	15 250		450
● pertes ou vol de clés confiés à l'assuré (cf. disposition diverse ci-dessous)	34 000		300
● autres	750 000		450
<b>3) Recours et Défense pénale</b> (Titre II des CS)	10 000		NEANT
<b>4) Risques complémentaires</b> (Titre III des CS) (y compris la garantie « Catastrophes naturelles » et « dommages par actes de terrorisme ou attentats ») :			
● Archives et supports d'informations (Paragraphe A)	30 500		NEANT (3)
(1) Dans le cas de diagnostics et expertises donnés en sous-traitance, le montant de la franchise est doublé si le sous-traitant n'est pas assuré au moment du sinistre.			
(2) Ce montant constitue un maximum pour l'ensemble des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs à un dommage corporel ou matériel garanti.			

MMA IARD Assurances Mutuelles d'assurance mutuelle à cotisations fixes, RCS Le Mans 775 852 128  
MMA IARD Société anonyme au capital de 537 052 366 euros, RCS Le Mans 440 040 882  
Sièges sociaux : 14 boulevard Maréchal et Alexandre Oyon - 72000 Le Mans cedex 9  
Entreprises régies par le code des assurances.



ENTREPRISE

(3) Toutefois, en ce qui concerne la garantie « Catastrophes naturelles », il est fait application d'une franchise toujours déduite de 10 % avec un minimum de 1140 €. Dans une commune non dotée d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles pour le risque faisant l'objet de l'arrêté, la franchise est doublée, triplée ou quadruplée en fonction du nombre de constatations de l'état de catastrophe naturelle intervenues pour le même risque au cours des cinq années précédant la nouvelle constatation. En cas de modification par arrêté interministériel, ces montants sont réputés modifiés dès l'entrée en application de cet arrêté.

La présente attestation, valable pour la période du 01/01/2022 au 31/12/2022 ne peut engager **MMA IARD Assurances Mutuelles / MMA IARD** en dehors des limites précisées par les clauses et les conditions du contrat d'assurance auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable sous réserve du paiement effectif de la prime afférent à la période visée ci-dessus.

Fait à Paris, le 5 janvier 2022

L'assureur


**MMA IARD SA**  
RCS Le Mans 440 048 882  
Siège Social : 14 Bd Marie et Alexandre Oyon  
72030 LE MANS CEDEX 9



MMA IARD Assurances Mutuelles d'assurance mutuelle à cotisations fixes, RCS Le Mans 775 852 126  
MMA IARD Société anonyme au capital de 537 552 366 euros, RCS Le Mans 440 048 882  
Sièges sociaux : 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon - 72030 Le Mans cedex 9  
Entreprises régies par le code des assurances.

## 15.4 RAPPORTS D'ANALYSES



 50 rue Colette - 76800 ST ETIENNE DU ROUVRAY	<b>Client :</b> <b>USID D'EVREUX</b> <b>BASE AERIENNE 105 EVREUX-FAUVILLE</b> <b>27037 EVREUX</b>
<b>Rapport d'analyse Amiante dans les matériaux - N° 52059RE</b>	

Origine de la version du rapport : Version initiale  
 Référence du dossier client : 1 CHAUSSE DU VEXIN 27100 VAL DE REUIL  
 Date de réception : 15/07/2022  
 Date et lieu d'analyse : 18/07/2022 au laboratoire AN DIAG – Saint Etienne du Rouvray

Informations fournies par le client								
Référence Echantillon Client	Désignation Client	Localisation	Référence Echantillon AN Diag	Désignation AN Diag	Nbre Préparation	Méthode	Résultat	Analyste
3924	Enduit Peinture   mur béton	RDC   Bat A - Local ménage	52059P1A	Peinture et enduit indissociables	2	MET	(*) Présence d'amiante du type Chrysotile	BP
3925	Enduit Peinture   mur béton	RDC   Bat A - Circulation	52059P2A 52059P2B	Peinture et enduit indissociables Peinture et enduit indissociables	2 2	MET MET	(*) Présence d'amiante du type Chrysotile	BP BP
3926	Enduit Peinture   + bande à placo plâtre	RDC   Bat A - Local ménage	52059P3A 52059P3B	Peinture et enduit indissociables Peinture et enduit indissociables	2 2	MET MET	(*) Amiante non détecté	BP BP
3927	Isolant bardage	Extérieur   Bat A	52059P4A	Laine de verre hétérogène et le traitement associé sera : HCl	2	MET	(*) Amiante non détecté	BP
3928	Peinture	RDC   Bat A - Porte issue de secours	52059P5A	Peinture	2	MET	(*) Amiante non détecté	BP
3929	Enduit Peinture   mur béton	Extérieur   Bat A - SAS	52059P6A 52059P6B	Peinture et enduit indissociables Peinture et enduit indissociables	2 2	MET MET	(*) Présence d'amiante du type Chrysotile	BP BP
3930	Enrobé routier	Extérieur   Place du parking	52059P7A 52059P7B	Enrobés Enrobés	2 2	MET MET	(*) Amiante non détecté	BP BP
3931	Enrobé routier	Extérieur   Parking	52059P8A 52059P8B	Enrobés Enrobés	2 2	MET MET	(*) Amiante non détecté	BP BP

**Méthode d'analyse :**

MET : Microscopie Electronique à Transmission, selon les parties pertinentes de la norme NF X43-050, selon une méthode interne de préparation par traitement chimique (modes opératoires internes MO.507.01.17 et MO.507.01.18)

Seuls les résultats précédés par le signe (\*) sont couverts par l'accréditation COFRAC et répondent aux exigences de l'arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2019

Toute reproduction, même partielle, du présent document ne peut être faite qu'avec l'autorisation formelle de ses signataires.  
 Document qualité d'AN Diag –  
 Référence document : FC 510.01.18\_V5 - Date d'application : 08/03/2021 - Page 1 sur 2





50 rue Colette - 76800 ST ETIENNE DU ROUVRAY

Client :

**USID D'EVREUX**  
**BASE AERIENNE 105 EVREUX-FAUVILLE**  
**27037 EVREUX**

## Rapport d'analyse Amiante dans les matériaux - N° 52059RE

Le résultat ne concerne que les échantillons soumis à essai et s'applique aux échantillons tel qu'ils ont été reçus.

Les échantillons ont été considérés aptes à être préparés.

La limite de détection garantie en % massique est de 0,1%.

En cas de résultat « Amiante non détecté » par la méthode MET, la couche peut renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection garantie.

Sauf demande expresse du client, le matériau est conservé pour archivage pendant 6 mois.

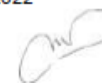
Remarque partie analyse

Fonction : Directeur laboratoire

Nom : XV.NGUYEN

Date : 18/07/2022

Signature :



\*FIN\*

Toute reproduction, même partielle, du présent document ne peut être faite qu'avec l'autorisation formelle de ses signataires.

Document qualité d'AN Diag -

Référence document : FC 510.01.18\_V5 - Date d'application : 08/03/2021- Page 2 sur 2



Accréditation n°1-2478

Portée disponible sur

[www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

Diagnostics Amiante : Avant-Vente (DAAV), Avant Travaux (DAAT), Avant Démolition (DAAD), Dossier Technique Amiante (DTA),

Contrôle Visuel, Evaluation de l'état de conservation des MPCA

S.A.R.L. au capital de 150000 €, n° SIRET 508 983 491, Code APE 7120B

Fiche : Diagnostic – FC-DIAG-A-03-01v1 – Date d'application : 01/08/2017

## 15.5 RECOMMANDATIONS GENERALES DE SECURITE



L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

## 1. Informations générales

### *a) Dangerosité de l'amiante*

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

### *b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation*

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

## 2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant

des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

### 3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : [www.amiante.inrs.fr](http://www.amiante.inrs.fr).

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

### 4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

#### *a) Conditionnement des déchets*

Les déchets de toute nature susceptible de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

#### *b) Apport en déchèterie*

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

### *c) Filières d'élimination des déchets*

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

### *d) Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante*

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

### *e. Traçabilité*

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

## 15.6 OBLIGATIONS ISSUES DU REPERAGE

## 1. Matériaux et/ou produits de la liste A

« **1 L'évaluation périodique** de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception ;

« **2 La mesure d'empoussièrement** dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R. 1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception ;

« Art. R. 1334-28. – Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R. 1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R. 1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

« Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R. 1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

« **3 Les travaux de confinement ou de retrait** de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

« Art. R. 1334-29. – Les travaux de retrait ou de confinement mentionnés à la présente sous-section sont achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

## 2. Matériaux et/ou produits de la liste B

### **EP = Evaluation périodique :**

- a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

### **AC1 = Action corrective de premier niveau :**

- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation

### **AC2 = Action corrective de second niveau :**

- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
- b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.